L'année 1917 : un tournant pour les Tchèques ?

Antoine Marès

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/574>

DOI : 10.4000/allemande.574

ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 29 décembre 2017

Pagination : 333-346

ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Antoine Marès, « L'année 1917 : un tournant pour les Tchèques ? », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 49-2 | 2017, mis en ligne le 29 décembre 2018, consulté le 20 mai 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/allemande/574> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.574>

L'année 1917: un tournant pour les Tchèques?

■ Antoine Marès*

Pour comprendre cette année «tchèque», il faut avant tout prendre en compte l'articulation entre l'évolution générale de la «grande patrie» austro-hongroise et les activités de l'exil, sans oublier les fronts militaires et l'état de l'arrière. Il faut surtout se garder de toute vision téléologique qui analyserait la situation du point de vue de l'effondrement de l'Empire bicéphale et de l'indépendance tchécoslovaque⁽¹⁾: on en est encore loin en 1917. Enfin, il convient d'établir une chronologie fine et s'interroger sur l'application aux Tchèques du statut d'année charnière ou d'année tournant, ce que 1917 a globalement représenté pour l'Europe en guerre⁽²⁾.

* Professeur d'histoire de l'Europe centrale contemporaine, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR SIRICE.

- 1 Les travaux les plus récents sur les combattants austro-hongrois montrent en effet que la dimension nationale a été beaucoup moins nette que ne le prétendaient les historiographies traditionnelles. Cf. la thèse en cours d'Helena Trnková sous la direction de Frédéric Rousseau (Montpellier): elle part d'une histoire «par le bas» qui modifie les perspectives vues «de haut».
- 2 Il n'existe aucun ouvrage consacré à la seule année 1917 en Pays tchèques. En revanche, plusieurs études de qualité ont été consacrées à la Première Guerre mondiale par les historiens tchèques au cours des dernières décennies: Karel PICHlík, *Zahraniční odboj 1914-1918 bez legend*, Prague, Panorama, 1991; Zdeněk KÁRNÍk, *Habsburk, Masaryk či Šmeral? Socialisté na rozcestí* (1967), Prague, Karolinum, 1996; Ivan ŠEDIVÝ, *Češi, české země a velká válka 1914-1918*, Prague, Nakl. Lidové noviny, 2001; ou encore le bref essai de Robert KVAČEK, *První světová válka a česká otázka*, Prague, Triton, 2003. Un remarquable mémoire d'HDR a été soutenu à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en décembre 2015 par Étienne BOISSERIE, *Tchèques et Slovaques dans l'Autriche-Hongrie en guerre (1914-1918)*: «*Nous ne croyons plus aucune promesse*». Voir aussi Alan SKED, *Decline and Fall of the Habsburg Empire, 1815-1918*, Londres/New York, Longman, 2001, et plus récemment son article, «Austria-Hungary and the First World War», *Histoire@Politique* 1 (2014), n° 22, p. 16-49, URL: www.cairn.info/revue-histoire-politique-2014-1-page-16.htm. On peut également consulter les travaux de Jean-Paul BLEd et tout particulièrement son dernier ouvrage: *L'agonie d'une monarchie. La fin de l'Autriche-Hongrie 1914-1920*, Paris, Taillandier, 2014; ou encore l'ouvrage de Max SCHIAVON, *L'Autriche-Hongrie dans la Première Guerre mondiale – La fin d'un Empire*, Paris, Éditions SOTECA, 2012.

1. Revisiter le cadre chronologique

La première grande rupture politique n'a pas eu lieu pour les Tchèques en 1917, mais à l'automne 1916, quand le chef du gouvernement de la Double-Monarchie le comte Karl Stürgkh a été assassiné le 21 octobre par Friedrich Adler, le fils de Victor, le fondateur de la social-démocratie d'Autriche, voulant ainsi protester contre le responsable de la poursuite de la guerre⁽³⁾, et quand le vieil empereur de 86 ans, le vénérable François-Joseph, a disparu le 21 novembre en laissant le trône à son jeune neveu de 30 ans, Charles 1^{er}. La rupture était symbolique parce que François-Joseph (tout comme Stürgkh qui lui était dévoué) incarnait depuis 1848 une monarchie conservatrice qui avait survécu aux révolutions, aux pertes territoriales et au déclin définitif face à l'affirmation croissante de l'Allemagne bismarckienne et wilhelmienne. Au début du siècle, malgré les affrontements nationaux, Vienne – creuset d'une riche culture innovante⁽⁴⁾ – semblait encore résister, même si les tensions entre conservatisme et modernité menaçaient sa stabilité. La rupture était également politique en ce sens que l'archiduc Charles était en profonde opposition avec la politique de son oncle. Hostile à l'entrée en guerre de l'Autriche-Hongrie en 1914, il le restait malgré le sens du devoir qu'il avait manifesté à la tête des unités dont il avait eu le commandement depuis 1914. Par la volonté du nouvel empereur et de son épouse Zita de Bourbon-Parme, des pourparlers secrets de paix allaient ainsi se dérouler tout au long de l'année 1917. Il était également opposé à la politique de répression menée par le gouvernement précédent à l'égard des minorités. Aussi se défit-il rapidement des conseillers de son oncle et chercha-t-il à s'engager sur la voie d'une réconciliation.

Quant à l'encadrement chronologique de l'année 1917, au-delà de cet environnement interne, la « question tchèque » a dépendu d'événements extérieurs à la monarchie bicéphale. À la fin de 1916, alors que l'Entente et les Puissances centrales étaient fatiguées par la guerre, tant par tactique que pour se donner bonne conscience, l'Allemagne avait lancé une offre de négociations le 12 décembre 1916. Fort de sa neutralité, le président des États-Unis Woodrow Wilson en avait profité pour demander aux belligérants de préciser leurs buts de guerre, mais les Alliés avaient refusé d'engager des pourparlers et étaient restés vagues sur leurs desideratas. C'est pourtant leur réponse du 30 décembre 1916 – rendue publique le 12 janvier 1917 – qui fut le premier grand succès diplomatique du Conseil national des Pays tchèques, organe de l'exil créé à Paris par les représentants des colonies tchèques et slovaques de l'étranger au printemps 1916 (et transformé en CNT « tchécoslovaque » en 1917). Dans ce texte hétéroclite, les Alliés spécifiaient que leurs buts de guerre impliquaient « la libération des Italiens, des Slaves, des Roumains et des Tchécoslovaques ». Les Italiens s'étant opposés à la mention des minorités slaves de l'Autriche-Hongrie, qui aurait voulu que soient désignés leurs rivaux slaves du Sud, le compromis parlait donc de « Slaves », terme générique, et de

3 Stürgkh n'était pas un nationaliste allemand : il avait envisagé de désamorcer le conflit germano-tchèque par l'octroi de certains droits aux Tchèques. Mais beaucoup lui reprochaient le régime parlementaire mis en place depuis qu'il était arrivé au pouvoir en 1911, et surtout depuis 1913.

4 Cela a nourri à partir des années 1980 une vision contrastée de l'Autriche-Hongrie dans l'historiographie comme dans le grand public. Cf. Jean CLAIR (dir.), *Vienne 1880-1938. L'Apocalypse joyeuse*, Paris, Éd. du Centre Pompidou, 1986.

«Tchécoslovaques», qui étaient évidemment des Slaves. Cette incongruité sémantique semble issue de la plume de Philippe Berthelot qui l'avait introduite au dernier moment pour surmonter les réserves italiennes. Cette formulation était inespérée pour les Tchèques. S'engager à considérer la libération des Tchécoslovaques, c'était subordonner la paix à un écrasement total des empires centraux, ce qui pouvait paraître prématuré alors que la carte de guerre était défavorable à l'Entente. Ainsi se dessinait à leur égard un double mouvement : les Alliés – avec de fortes nuances selon les États – étaient prêts à leur faire des concessions symboliques pour utiliser leur potentiel et, dans le même temps, ils n'allaient jamais au-delà de ce qui interdirait une paix séparée.

À la fin de 1917, la signature du décret constitutif des unités tchécoslovaques en France constitua une avancée incontestable du point de vue tchécoslovaque. Et le 10^e point de la déclaration Wilson du 8 janvier 1918, qui plaidait pour l'autonomie des nations de la monarchie habsbourgeoise, confortait internationalement le CNT, mais en termes encore modérés et ambigus : une déception pour l'émigration, mais une consolidation, à un moment où une telle solution était encore peu envisageable à Vienne. Ainsi avons-nous deux bornes significatives, élargies de décembre 1916 à janvier 1918.

À noter d'ailleurs que la chronologie retenue par les principaux acteurs a pu couper l'année 1917 : il est révélateur que le leader de l'action tchécoslovaque à l'extérieur, Tomáš G. Masaryk, ait fixé le printemps 1917 comme rupture, date liée tant à ses propres déplacements (en Russie) qu'aux effets de la révolution démocratique de Février 1917 qui modifiaient les rapports entre le CNT et le gouvernement de Moscou : il menait cette période jusqu'en avril 1918 sous le signe du « panslavisme et [de] notre armée révolutionnaire »⁽⁵⁾. En revanche, pour son collaborateur Edvard Beneš, l'année 1917 formait un tout, celui des « crises de la politique alliée »⁽⁶⁾. Quant à l'historiographie, elle a été profondément marquée par la rupture provoquée par la révolution d'Octobre 1917⁽⁷⁾.

Quelle problématique?

La problématique de cette année 1917 a été résumée par Zdeněk Kárník dans son ouvrage fondamental paru en 1967 « les Habsbourg, Masaryk ou Šmeral ? ». Cette personnalisation des choix indique le carrefour où se trouvent les socialistes tchèques pendant la guerre et tout particulièrement au cours de cette année clef : vont-ils rester fidèles aux Habsbourg, comme ils l'ont majoritairement manifesté au début de la guerre ? Vont-ils se rallier à Masaryk qui s'est tourné vers l'Occident et a souvent défendu des points de vue proches des socialistes sur le plan social ? Ou bien seront-ils résolument internationalistes comme le préconise Bohumír Šmeral qui se ralliera à la III^e Internationale naissante dans le sillage de la révolution bolchevique. Il s'agit donc de savoir s'il faut rester fidèle au droit d'État tchèque ou bien s'il faut rompre géopolitiquement avec une Autriche-Hongrie incapable de se réformer et de plus en

5 Partie IV de *Světová revoluce*, Prague, Orbis/Čin, 1933.

6 Edvard BENEŠ, *Světová válka a naše revoluce*, 3 vol., Prague, Orbis/Čin, 1927. Ici, en français, *Souvenirs de guerre et de révolution (1914-1918). La lutte pour l'indépendance des peuples*, Paris, Librairie Ernest Leroux, 1928.

7 Par exemple dans l'ouvrage fondamental de Zdeněk KÁRNÍK (note 2).

plus prisonnière de son alliance avec l'Allemagne, en s'appuyant désormais sur l'Est (la Russie tsariste puis démocratisée) ou sur l'Ouest (la France et la Grande-Bretagne). Ou encore s'il convient d'abandonner le système capitaliste pour s'engager dans une alliance idéologique avec la Russie bolchevique à partir de l'automne 1917.

Ce qui est vrai des socialistes vaut pour l'ensemble de la politique tchèque, avec un arrière-plan de confrontation à la fois sociale et idéologique. En effet, la société tchèque se caractérise par sa forte mixité agraro-industrielle – avec une classe ouvrière développée, mais aussi une bourgeoisie affirmée et un monde rural performant – tout comme par un niveau d'éducation élevé. Ces structures expliquent la coexistence du conservatisme et des avant-gardes intellectuelles et artistiques qui marque les Pays tchèques au cours du premier XX^e siècle, aussi bien dans la politique – avec une extrême gauche puissante et un parti agrarien dominateur pendant les vingt ans de la Première République – que dans la vie artistique, tant littéraire que picturale et musicale.

À l'intérieur de l'Empire

Alors qu'au moment de l'entrée en guerre, la classe politique tchèque s'était divisée en trois segments très inégaux – avec des catholiques et des sociaux-démocrates loyalistes, les partis jeunes-tchèque, agrarien et socialiste-national attentistes, un petit groupe d'hommes politiques transversal aux partis divisé entre russophiles et occidentophiles –, la société a été comme anesthésiée par le conflit : peu de réactions, pas de défections majeures. D'ailleurs, la police autrichienne a rapidement décapité en 1915 une partie du réseau mis en place par la Résistance, ultérieurement baptisée *Maffia*, ses acteurs principaux étant lourdement condamnés en même temps que les familles des exilés réfugiés en Europe occidentale⁽⁸⁾. À Prague, une nouvelle équipe a alors lentement restructuré l'organisation autour de l'avocat Přemysl Šámal. Les communications avec le Comité national tchécoslovaque de Paris, qui portaient essentiellement sur la coordination politique et sur le renseignement militaire ou économique, ont été désorganisées jusqu'à la fin de l'année 1916 au point d'être presque interrompues. Par ailleurs, depuis les réclamations des Allemands de Bohême de Pâques 1916, les Slaves de l'Empire étaient sous la menace d'une réorganisation constitutionnelle qui conserverait une majorité allemande jusqu'à la fin de la guerre. Ils avaient été également déstabilisés par le mémorandum des deux Empereurs du 5 novembre 1916 qui envisageait la recréation d'un État polonais, ce qui risquait de modifier en profondeur les équilibres nationaux au sein de la Double-Monarchie.

Si le fil est renoué en 1917 entre résistances intérieure et extérieure, les problèmes n'en demeurent pas moins⁽⁹⁾. En effet, la majorité du personnel politique continue de pencher vers le loyalisme à l'égard du gouvernement autrichien dont dépend le ravitaillement urbain⁽¹⁰⁾. Dans un premier temps, il reste dominant, par conviction de la

8 Sur la *Maffia*, les ouvrages de Milada Paulová sont fondamentaux.

9 Le terme de « résistance » a été l'objet d'une forte instrumentalisation politique, ce qui amène certains historiens à lui préférer pour l'activité hors du périmètre tchèque l'expression « action à l'étranger » (c'est le cas d'Étienne Boisserie, cf. note 2).

10 L'ouvrage fondamental sur l'évolution politique interne pendant la guerre reste Zdeněk TOBOLKA, *Politické dějiny československého národa od r. 1848 až do dnešní doby*, t. IV, Prague, Československý kompas, 1937.

victoire des Puissances centrales. Les clivages traversent les partis, et de nombreux témoignages montrent les responsables tchèques hésitants jusqu'à une date tardive. Après un premier essai d'union avorté en 1916, ils ont ressenti le besoin de coordonner leurs forces dans la perspective d'une réouverture du Parlement fermé depuis 1914: ils ont mis en place en novembre l'Union tchèque, regroupant les députés tchèques au *Reichsrat*, présidée par l'agrarien František Staněk et vice-présidée par le social-démocrate Bohumír Šmeral, et le Comité national dirigé par le vieux-tchèque Karel Mattuš, offrant un éventail plus large de la représentation politique tchèque. Lors du décès de François-Joseph, ils ont manifesté leur attachement au souverain et à la monarchie. L'exemple du grand historien Josef Pekař est caractéristique de ce tropisme pro-habsbourgeois qui est commandé par le sentiment commun aux conservateurs et aux sociaux-démocrates que les Tchèques s'épanouiraient mieux dans un vaste ensemble fédéré que dans un État strictement national⁽¹¹⁾. Au nom de la nation tchèque, ils manifestent – au moins implicitement – leur attachement à l'Autriche et à la dynastie dirigée désormais par le pacifique Charles⁽¹²⁾. Pour comprendre cette position, il faut rappeler d'une part que la disparition de François-Joseph et de Stürghk laisse espérer une nouvelle orientation, d'autre part que le peuplement binational des Pays tchèques pousse en ce sens. La grande question qui demeure est celle de l'espace que les Allemands laisseraient aux Tchèques, car, à partir de l'instauration du suffrage universel en 1907, la «dictature» de la majorité favorise les seconds au détriment des premiers dans une éventuelle structure autonome.

Par ailleurs, la résistance intérieure est loin d'avoir été massive: du 26 juillet 1914 au 31 décembre 1916, seules 4 598 personnes ont été inquiétées en Pays tchèques pour des raisons politiques, dont finalement 879 ont été condamnées: près de 82 % sont tchèques, les troubles à l'ordre public ou le manque de respect à l'empereur représentant 51 % des délits⁽¹³⁾. Parallèlement, les déclarations locales de loyalisme, spontanées ou exigées par les autorités, sont restées nombreuses, même s'il faut les nuancer par un opportunisme lié aux nécessités concrètes du ravitaillement; leur sommet est atteint quand l'Union tchèque rejette le 31 janvier 1917 le point de vue allié exprimé le 10 janvier.

Commence en Autriche une période complexe, à la fois de tentative de réconciliation politique et de confrontation accrue. En quête d'un rétablissement du dialogue avec les composantes oppositionnelles de l'Empire, Charles I^{er} envisage d'accorder sa grâce aux condamnés politiques dans la perspective d'une réouverture du *Reichsrat*. En effet, il décide de renouer avec la vie parlementaire en mai 1917 et une amnistie générale (dont bénéficient les condamnés de la *Maffia* de 1915) est annoncée le 2 juillet. Entre ces deux épisodes, les députés František Staněk, Zdeněk Tobolka, etc. ont adressé au gouvernement de Vienne un document accusateur sur le traitement de la nation tchèque au cours de la guerre, véritable réquisitoire qui dénonce les persécutions infligées au

11 Zdeněk KALISTA, *Josef Pekař*, Prague, Torst, 1994, p. 58 sq. Cf. aussi Karel KAZBUNDA (éd. Martin Kučera), *Jaroslav Goll a Josef Pekař ve víru války světové*, Prague, Karolinum, 2000.

12 František SOUKUP, 28. říjen 1918, Prague, Ústřední dělnické knihkupectví a nakladatelství, 1928, p. 355.

13 I. ŠEDIVÝ, *Češi, české země a velká válka 1914-1918* (note 2), p. 195-196.

personnel politique, aux Sokols, aux lieux de mémoire tchèques, aux fonctionnaires, à la presse, à la littérature, à l'enseignement, à l'usage de la langue...⁽¹⁴⁾. Ils demandent qu'il y soit remédié.

Le relâchement de la pression impériale aurait dû favoriser le dialogue souhaité par le souverain. Or, c'est le contraire qui se produit, les représentants des nationalités « minoritaires » réclamant avec plus de force encore l'autonomie nationale. Le pouvoir viennois a alors manqué l'occasion d'annoncer une fédéralisation qui aurait largement désarmé les « indépendantistes ». Il s'agit d'un tournant décisif à partir duquel les équilibres politiques se renversent sur fond de crise d'approvisionnement⁽¹⁵⁾. Ce qu'Ivan Šedivý a appelé la « *perestroïka* de Charles 1^{er} » a échoué. Outre les manifestations de lassitude de l'année 1917, les mouvements provoqués par la famine et les désertions liées à la montée de l'antimilitarisme traduisent l'état d'esprit dominant. La réactivation de la *Maffia* est rendue possible par l'évolution du parti jeune-tchèque autour duquel se sont agrégés d'autres groupes avec Jan Hajšman ou Emil Franke. Grâce à Šámal, la circulation de l'information entre la Bohême, la Suisse et Paris rétablie en janvier 1917 après une interruption de près de six mois permet à Beneš de donner des instructions de prudence : « Ne pas nous désavouer [...]. En aucun cas ne répéter la faute de 1848 : aucun de vous ne doit défendre l'existence de l'Autriche. Rappelez-vous qu'il y a la révolution en Russie et qu'elle sera une république »⁽¹⁶⁾. Dans le discours officiel tchécoslovaque, on considérera que la « valeur du peuple » a alors dépassé celle de ses élites politiques. L'activisme exprimé en janvier 1917 est clairement dénoncé par le *Manifeste des écrivains* du 17 mai, rédigé par le poète Jaroslav Kvapil et signé par 222 écrivains et acteurs culturels tchèques.

« L'Europe de demain et de l'avenir sera une Europe démocratique, une Europe des nations autodéterminées et libres. La nation vous demande, Messieurs, d'être en phase avec ce grand moment historique, de consacrer toutes vos forces, de sacrifier vos autres points de vue, de discuter désormais comme des hommes indépendants sans aucun lien ni préoccupation personnels, comme des hommes de conscience morale et nationale supérieure. Si vous ne vous sentez pas capables de répondre à ce que la nation vous demande et exige de vous, alors démissionnez plutôt de vos mandats avant d'entrer à la Diète d'empire et réclamez-vous de la plus haute instance : votre nation. »

Fin mai, l'agitation sociale provoquée par les difficultés croissantes de la vie courante se développe : les métallurgistes de Prague puis ceux de Plzeň manifestent à l'occasion de la réouverture du Parlement en faveur de la révolution russe de Février et de la libération de la Bohême. Chez les socialistes, le mouvement qui consiste à amalgamer russophilie et exigences patriotiques est incarné par Gustav Habrman : en été 1917, il se sépare de la tendance centraliste et activiste du chef du parti Bohumír Šmeral pour rejoindre l'opposition interne déjà représentée par František Modráček et Josef Hudec. Juillet 1917 est l'occasion de préciser ce revirement lors du congrès socialiste de Stockholm. La délégation tchèque ayant préconisé la formation d'un État

14 *Český národ ve světové válce a vídeňská vláda*, document signé du 6 juin 1917 par 85 personnalités, Pardubice, nakl. O. Kypř, 1917.

15 É. BOISSERIE, *Tchèques et Slovaques dans l'Autriche-Hongrie en guerre* (note 2), p. 403-415.

16 E. BENEŠ, *Světová válka a naše revoluce* (note 6), t. III, p. 123.

indépendant dans le cadre d'une Autriche-Hongrie fédéralisée, la réaction ambiguë de Šmeral entraîne son éviction en octobre 1917⁽¹⁷⁾. C'est donc un tournant à la tête du parti où les éléments nationaux s'imposent de plus en plus, la « nationalisation » de la vie politique étant un des phénomènes majeurs de 1917.

Les représentants des nationalités exigent donc une transformation en profondeur de l'Autriche-Hongrie qui exclue le système dualiste, et le loyalisme tchèque va de défaite en défaite. Le 7 novembre 1917, les transformations internes des partis débouchent sur une réorganisation de l'Union tchèque dans le sens d'une radicalisation antiautrichienne. Et, à la fin de l'année, les Tchèques donnent la priorité à la fin de l'Autriche-Hongrie bicéphale: le contexte international et les difficultés militaires et matérielles croissantes de la monarchie vont leur faciliter la tâche, les mouvements sociaux s'amplifiant avec une explosion en 1917 avant de doubler encore en 1918.

À la suite de la révolution bolchevique de novembre 1917, le Club tchèque et l'Union tchèque remaniée réclament en vain que les Tchèques représentent le cinquième de la délégation austro-hongroise dans les négociations de paix avec la Russie. Et, le 6 janvier 1918, 120 parlementaires adoptent la fameuse *Déclaration de l'Épiphanie* par laquelle ils exigent le « droit à une vie nationale libre et à l'autodétermination des nations, grandes et petites », texte compris comme une aspiration à l'indépendance, d'autant qu'il réclame une présence tchèque à la future Conférence de la paix. En réaction, les parlementaires allemands des Sudètes réunis à Vienne demandent à leur tour le 21 janvier 1918 leur séparation des Pays tchèques. Un fort mouvement s'exprime au printemps pour le « *Los von Österreich* » en vue de rejoindre la « mère Germanie ». On voit ainsi que le mouvement de dissociation nationale amorcé par la révolution de 1848 à Prague – avec le passage d'un patriotisme territorial à un patriotisme national fondé sur la langue – arrive en quelque sorte à son terme entre Tchèques et Allemands: le poids de la guerre a agi comme un catalyseur.

2. L'action extérieure⁽¹⁸⁾

Les grands événements mondiaux de 1917 ont eu des conséquences importantes pour les Tchécoslovaques: l'entrée des États-Unis en guerre aux côtés de l'Entente libère en avril l'action des centaines de milliers de Tchèques et de Slovaques d'Amérique du Nord jusque-là bridés par la neutralité; la révolution de Février en Russie favorise l'action du CNT (contrairement au pouvoir tsariste très méfiant à son égard) et la formation d'une grande unité militaire tchécoslovaque. En revanche, l'arrivée des bolcheviques trouble le jeu à plusieurs niveaux: stratégiquement, la position de Lénine n'est pas claire à l'égard des Puissances centrales; tactiquement, la question se pose d'un engagement aux côtés des Blancs ou des Rouges, même si c'est le non-engagement qui est privilégié par les chefs du CNT. De fait, dans la double révolution russe de 1917, celle de Février est plutôt positive – car elle confirme la conception tchèque de la guerre comme d'un affrontement entre démocratie et absolutisme – alors que

17 Z. KÁRNÍK, *Habsburk, Masaryk či Šmeral?* (note 2), p. 186-192, et Jan GALANDAUER, *Bohumír Šmeral*, Prague, Svoboda, 1981, p. 119 sq.

18 Cf. A. MARÈS, *Le séjour d'Edvard Beneš en France 1915-1919*, thèse de 3^e cycle, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 1975.

celle d'Octobre catapulte contre leur gré les Tchécoslovaques dans un rôle d'arbitres potentiels entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires. Enfin, il y a l'évolution des trois pays européens occidentaux, qui conservent une grande prudence en 1917; aucun d'eux (et surtout pas les Italiens) n'a encore pris son parti de la disparition de l'Autriche-Hongrie, ne voulant pas se priver de l'atout d'une éventuelle dissociation entre Vienne et Berlin que les conversations secrètes ne permettent pas d'exclure totalement. Le CNT est donc confronté aux hésitations, aux doutes, voire au double discours, de ses interlocuteurs.

Les rapports de force entre États sont compliqués par l'évolution de la carte de guerre. Sur le court terme de l'année 1917, les résultats militaires sont contrastés: sur le front russe, la contre-offensive de l'été témoigne d'un ultime sursaut auquel les unités tchèques participent avec la bataille de Zborov; puis c'est la débandade avec en parallèle le retrait roumain sanctionné par l'armistice de décembre. La disparition du front de l'Est est un danger majeur qui n'est compensé que par les conséquences à terme de l'entrée en guerre des États-Unis. Quant aux troupes italiennes, elles connaissent fin octobre 1917 la plus grande défaite de leur histoire à Caporetto et laissent 300 000 prisonniers entre les mains des forces austro-hongroises, qui, heureusement pour l'Entente, ne poursuivent pas leur avantage. Aidée par Paris et Londres, Rome reprendra le dessus dans les mois qui suivront. Le terrain des fronts est donc mouvant, et la décision est loin d'être acquise à l'Ouest, où le moral des combattants « craque » face aux horreurs du conflit et aux fautes de commandement qui se sont succédé en 1916 et 1917 avant que le général Pétain ne stabilise la situation. Donc l'année 1917 est du point de vue militaire une « année terrible » où l'incertitude domine sur l'issue de la guerre, même si l'ampleur de l'engagement américain laisse présager à terme un renversement des équilibres en faveur de l'Entente.

Il faut ajouter qu'en dehors du bref épisode de Caporetto, les troupes austro-hongroises ont connu des échecs à répétition que seule l'aide militaire allemande a permis de surmonter. Vienne avait compté avec l'ouverture d'un seul front face à la Serbie alors qu'elle s'est finalement trouvée face à trois fronts simultanés à partir du printemps 1915. Même si l'objet de cet article n'est pas de traiter de la question militaire, il est clair que, malgré la résistance des troupes austro-hongroises et finalement la faible défection des minoritaires, les défaites successives et la mise sous tutelle par l'Allemagne ont sensiblement réduit le prestige de la monarchie dont l'armée était un des principaux piliers⁽¹⁹⁾.

C'est dans ces conditions que la création en 1916 du Conseil national des Pays tchèques était destinée à coordonner les forces de la diaspora tchèque et slovaque de l'étranger, dont les gros effectifs se trouvaient aux États-Unis et en Russie, mais dont les « têtes » étaient des exilés récents qui s'étaient installés à Londres (pour le sociologue T. G. Masaryk) et à Paris (pour ses collaborateurs Edvard Beneš et Milan Rastislav Štefánik). Les premiers mois de l'action du CNPT avaient été occupés par l'unification d'un mouvement divisé entre un tropisme russe (conservateur) représenté par quelques personnages secondaires et une orientation occidentale incarnée par Masaryk,

19 Sur les affaires militaires, cf. É. BOISSERIE, *Tchèques et Slovaques dans l'Autriche-Hongrie en guerre* (note 2), p. 360 sq.

l'évolution de la carte de guerre défavorable à Petrograd à partir du printemps 1915, puis la révolution de Février 1917 jouant en faveur des occidentalistes.

Dans la mythologie tchèque de la Première Guerre mondiale et dans le discours auto-légitimateur de la Première République, ce trio est devenu triumvirat, voire Trinité: Masaryk s'impose comme une sorte de Zeus; Štefánik, qui progresse au sein de l'armée française de simple engagé au grade de général, représente Mars; Beneš est comparé à Mercure, qui fait la liaison entre tous et constitue le môle parisien. Ce groupe est très complémentaire: Masaryk est essentiellement sur le terrain politique, à Londres, puis à partir du printemps 1917 aux États-Unis et en Russie⁽²⁰⁾. Štefánik occupe le champ militaire, en France, en Italie surtout, mais aussi aux États-Unis et en Russie. Quant à Beneš, la propagande et les discussions diplomatiques en France et en Italie sont de sa responsabilité. Placé au centre du jeu qu'est devenu Paris, il prend de plus en plus de poids en 1917 et s'affirme de plus en plus comme un intermédiaire indispensable pour ses interlocuteurs français.

L'activité du CNT est articulée en 1917 autour de trois pôles: un gros effort est fourni pour mettre sur pied des unités militaires en utilisant les effectifs de la diaspora aux États-Unis, en Russie et, marginalement, en Europe occidentale, ainsi que les prisonniers faits sur les fronts de l'Entente (Serbie, Russie, Italie); le CNT déploie et aiguise son argumentaire géopolitique et poursuit une action de lobbying pour convaincre les dirigeants occidentaux de l'engagement des Tchèques et des Slovaques en faveur de l'Entente d'une part, de la nécessité de remplacer l'Autriche-Hongrie par des États-nations d'autre part.

– Après bien des péripéties, le CNT est finalement de plain-pied avec le nouveau ministre des Affaires étrangères russe Pavel Milioukov. Réunis au Congrès de Kiev du 6 mai 1917 en présence de Masaryk, les Tchèques ont accueilli favorablement la révolution de Février, mais Masaryk n'obtient qu'en septembre 1917 l'accord définitif du gouvernement provisoire pour constituer une armée tchécoslovaque. Les négociations sont finalisées en octobre, à la suite de la participation victorieuse d'une brigade tchèque rattachée au front russe du Sud-Ouest pendant la contre-offensive Kerenski, où les Tchéco-Slovaques maintiennent le moral des troupes russes: sans empêcher la débâcle, leur exploit lors de la bataille de Zborov est célébré dans les pays alliés. Mais l'agitation gagne et le pouvoir échappe au gouvernement provisoire, impuissant à faire face militairement aux Puissances centrales et à résoudre les graves problèmes sociaux auxquels la Russie est confrontée. Quand Lénine l'emporte en novembre, les troupes tchécoslovaques constituent la seule force constituée sur le territoire désormais contrôlé par les bolcheviques. Face à cette décomposition, leur aspiration serait de contribuer à la chute des empires centraux et d'être transférées à l'Ouest: la politique – la volonté de certains décideurs d'intervenir contre la révolution d'Octobre –, la nature – les glaces qui empêchent le transfert par Arkhangelsk – et l'insuffisance de transports en veulent autrement. Les légions tchécoslovaques deviennent prisonnières de l'hiver russe. Pour ces dernières, la révolution d'Octobre 1917 est une source de trouble, d'autant que leurs troupes stationnées à Kiev ont pris part à la répression pendant quelques jours, se

20 Jiří KOVTUN, *Masarykův triumf. Příběh konce velké války*, Toronto, Sixty-Eight Publishers, 1987, p. 104 sq.

divisant sur l'opportunité d'une telle intervention, avec une petite minorité de gauche ralliée à l'Armée rouge. Pour Masaryk, il ne saurait être question de s'immiscer dans ces luttes intestines. Les 30 000 Tchèques et Slovaques isolés en Ukraine à la fin de 1917 se fixent comme objectif le respect de la plus stricte neutralité, avec trois options possibles : un transport vers la France, un passage vers la Roumanie ou le maintien en Russie, alors que les événements s'accroissent et que le gouvernement ukrainien qui a tenté de négocier avec les Allemands est balayé. Dans ce nouveau contexte, Masaryk préfère rattacher ces troupes à l'armée déjà formée en France, sous commandement français. L'hypothèse « roumaine » envisagée en été 1917 et approuvée par tous début janvier 1918 est annulée par Foch. Masaryk demande un transfert en France, *via* Vladivostok. Finalement, cette hypothèse n'entre pas en application ou, plus exactement, le scénario est contrarié par l'engagement involontaire des légions tchécoslovaques dans la guerre civile⁽²¹⁾.

En ce qui concerne la France, Beneš s'est attelé à la mise en place de structures idoines à partir de l'été 1916 dans une optique essentiellement politique, car il n'a jamais cru que le sort de la Bohême se réglerait militairement⁽²²⁾. Après des premiers contacts noués avec le ministère de la Guerre en vue de constituer une armée tchécoslovaque, il réitère sa requête auprès de Briand⁽²³⁾. Les prisonniers « tchéco-slovaques », au nombre de 5 000 environ, restent encore éparpillés en France dans une cinquantaine de camps en juin 1917. Ce premier groupe est renforcé par l'arrivée de Tchèques de Roumanie, puis de Russie, suivis de petits détachements « américains », « serbes » et « italiens »⁽²⁴⁾. L'opération de mobilisation menée par Štefánik aux États-Unis se heurte au désir de ses compatriotes de s'engager en priorité dans l'armée américaine : le manque de tonnage et le fait que le secrétaire d'État Robert Lansing n'ait concédé qu'« un embarquement discret » ont interdit des convois importants (en tout 2 300 hommes). L'armée tchécoslovaque de France peut finalement compter sur une dizaine de milliers d'hommes.

Foch accepte le projet de décret de création le 29 juillet en le modifiant dans le sens d'une supervision conjointe du gouvernement français et du Conseil national, mais la rédaction de ce texte est hautement sensible⁽²⁵⁾. Quand Beneš introduit une clause faisant allusion à la gestion de cette armée par un « futur État tchécoslovaque », le Quai d'Orsay renâcle et propose de remplacer le membre de phrase litigieux par « jusqu'à règlement à intervenir lors de la conclusion de la paix »⁽²⁶⁾. Cette correction est significative du niveau d'engagement de Paris. Le décret est finalement signé le 16 décembre par Poincaré, Clemenceau et Stephen Pichon, nouveau ministre des Affaires étrangères, dont la sympathie pour les Tchèques est avérée⁽²⁷⁾. Quelques jours

21 A. MARÈS, *Edvard Beneš, de la gloire à l'abîme. Un drame entre Hitler et Staline*, Paris, Perrin, 2015, p. 87-91.

22 E. BENEŠ, *Souvenirs de guerre et de révolution* (note 6), p. 207-212.

23 Rostislav RAJCHL, « Vznik samostatné eskoslovenské armády », *Válka a revoluce*, VI, p. 147-150.

24 Arsène VERGÉ, *Avec les Tchécoslovaques*, Paris, Guillon, 1926.

25 Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), Autriche-Hongrie, 1914-1918, n° 156, Foch au MAE le 29 juillet 1917.

26 Service historique de la Défense SHD/SHAT, 7 N 1621, Margerite et Laroche au ministre de la Guerre, du 4 août 1917.

27 Suit l'intégration d'Edvard Beneš et de Milan Štefánik dans la commission chargée d'étudier un plan de propagande et d'action en Russie (K. PICHlík, *Zahraniční odboj 1914-1918 bez legend* [note 2], p. 309).

plus tard, le Deuxième Bureau contacte Edvard Beneš à propos de l'utilisation du mouvement de résistance tchèque en Autriche-Hongrie. Si le ministre français des Affaires étrangères Stephen Pichon reste encore réservé, il approuve cependant les mesures préconisées par le secrétaire général du CNT pour accroître la désorganisation de l'empire bicéphale⁽²⁸⁾.

En Italie, le processus a été plus difficile et plus long. En effet, les liens des Tchèques avec les Serbes provoquent la méfiance italienne. Qui plus est apparaît une rivalité latente entre Rome et Paris sur l'utilisation des Tchèques. Dans de telles conditions, les Tchèques de l'exil tentent de jouer les médiateurs en espérant que le conflit ne s'envenime pas entre Rome et Paris⁽²⁹⁾. Le CNT a tout intérêt à répondre aux avances de Rome, qui manifeste du dépit à l'égard de l'exil tchèque qui semble ne regarder que vers la Grande-Bretagne et vers la France alors qu'elle considère qu'elle a son mot à dire sur les affaires d'Europe centrale⁽³⁰⁾. Beneš va négocier à Rome en janvier, août puis septembre 1917. Mais le ministre des Affaires étrangères Sydney Sonnino ne veut ni aider la France à contrôler le mouvement tchèque ni se séparer de prisonniers susceptibles de constituer une monnaie d'échange contre les centaines de milliers de prisonniers italiens en cas de paix séparée. Alors qu'il déclare le 25 octobre 1917 à la tribune du Parlement qu'il est opposé à tout bouleversement et à tout démembrement de la monarchie habsbourgeoise – ce qui signifie qu'il désavoue publiquement les initiatives tchécoslovaques –, l'Italie connaît le début de son grand désastre militaire de Caporetto, la plus humiliante de ses défaites face aux Austro-Hongrois. De nouveau, l'idée d'utiliser les minorités insatisfaites d'Autriche-Hongrie refait surface et le mouvement nationaliste prend de l'ampleur. Au Parlement, une majorité se dessine en faveur des Tchèques: le nouveau gouvernement Vittorio Emanuele Orlando doit compter avec un courant d'opinion croissant en faveur de la destruction du voisin du Nord. Sonnino reste pourtant sur ses positions et il faut attendre le printemps suivant pour que les Italiens signent un accord constituant des unités combattantes.

– Si le poids de ces unités a été avant tout symbolique (sauf dans le cas de l'« anabase sibérienne » de 1918 face au nouveau régime des Soviets), l'action de ces presque 100 000 hommes a donné du poids et de la crédibilité au CNT en vue de la reconnaissance d'une entité politique tchécoslovaque. L'habileté de Beneš, qui est le principal maître d'œuvre de sa reconnaissance diplomatique, consiste à user des potentialités offertes par ses compatriotes et à les rendre crédibles: il s'appuie notamment au Quai d'Orsay sur l'homme le plus puissant du ministère, l'éminence grise d'Aristide Briand, Philippe Berthelot, faiseur de diplomates lettrés et fils d'une des grandes figures de la III^e République. Pour arriver à ses fins, le secrétaire général du CNT emprunte plusieurs canaux. Il fournit des renseignements sur l'Autriche-Hongrie au Deuxième Bureau, dont le centre pour l'Europe centrale se trouve à Annemasse: c'est là qu'aboutissent les informations réunies en Bohême par la *Maffia* et transmises *via* la Suisse⁽³¹⁾. Il entretient des rapports réguliers avec Albert Thomas, ministre des

28 Document du Deuxième Bureau du 15 décembre 1917 adressé par Foch au MAE (AMAE, *ibid.*, n° 152).

29 E. BENEŠ, *Souvenirs*, I (note 6), p. 271.

30 Jindřich KRETIŠ, *Vznik a vývoj československé legie v Itálii*, Prague, 1928, p. 8 sq.

31 SHD/SHAT, 16 N 2978, dossier 3.

Munitions⁽³²⁾, et passe aussi par certains salons socialisants, comme celui de Pauline Ménard-Dorian.

L'argumentation du CNT s'articule autour de trois axes : l'affirmation de l'unité du mouvement national tchèque – même si l'évolution interne de la monarchie est loin de conforter cette thèse –, les manœuvres des Autrichiens qualifiées de « trompeuses » (il s'agit de lutter contre les tentatives de paix séparée qui déboucherait sur le *statu quo* pour l'Autriche-Hongrie) et la mise sur pied d'un État tchécoslovaque qui est le dernier espoir d'une barrière antigermanique à l'Est alors que les Polonais se contenteraient d'une Pologne recomposée sous l'égide germano-autrichienne : encourager les Tchèques, ce serait en même temps convaincre les Polonais de suivre une autre voie. Le nouvel État tchécoslovaque constituerait « une barrière antigermanique et l'obstacle principal au plan pangermanique ». Économiquement puissant, le pays formerait avec l'Italie et la Yougoslavie un mur infranchissable. Au Nord, les Polonais seraient des alliés militaires. Les restes de l'Autriche-Hongrie seraient donc bloqués par trois groupes : polono-tchèque, russo-roumain et balkanique⁽³³⁾. Mais il faudrait pour cela que l'Entente ne soit pas tentée par une fédéralisation utopique tant Vienne a partie liée avec Berlin. À l'exemple de Masaryk à Londres et à Washington, Beneš pose donc la question tchèque à l'échelle européenne. Il raisonne en termes d'alliances futures et pense encore fin 1917 que la Russie restera avec la Roumanie un élément d'équilibre. Ce faisant, il gomme les difficultés et les antagonismes : s'il n'y a pas de contentieux entre Tchèques et Slaves du Sud, ces derniers sont déchirés par leurs dissensions internes ; Italiens et Yougoslaves ont des prétentions antagonistes en Adriatique ; Roumains et Russes se disputent des territoires importants ; quant aux rapports polono-tchèques, ils ne sont pas sans nuages. La dimension idéologique n'est pas absente de ce discours dans lequel les traditions et les aspirations démocratiques des Tchèques s'opposent aux concepts de théocratie germanique, un argumentaire qui a été fondateur dans la justification de la création de l'État tchécoslovaque.

– Commencée sous les heureux auspices de la déclaration alliée, l'année 1917 a été « défensive » dans la presse où Beneš fait donner ses amis pour contrer l'offensive de paix des Puissances centrales. Ils martèlent un certain nombre d'arguments : « la libération des Tchécoslovaques est la condition indispensable de la paix » ; « déclarer dans la réorganisation future de l'Europe centrale la Bohême libre, réunie aux Slovaques du nord de la Hongrie, constituera une garantie de premier ordre pour la paix future de l'Europe » ; « la Bohême est un rempart dressé par la géographie pour lutter contre le pangermanisme, c'est sur elle que la France devra s'appuyer ». Beneš fait feu de tout bois, s'appuie sur les avancées obtenues en Russie après la révolution de Février, souligne les déclarations favorables aux Tchèques en Italie. La révolution d'Octobre offre de nouveaux arguments. Comme le note Auguste Gauvain dans le *Journal des Débats* du 31 décembre 1917 : « Quel serait l'avenir des États occidentaux en présence d'une Russie morcelée et d'un empire austro-germanique qui s'étendrait de la Baltique à la mer Égée ? »

32 CARAN, Papiers Albert Thomas, n° 225, note du 10 juin 1917.

33 AMAE, *ibid.*, n° 153 et 154, rapport du 28 novembre 1917 à Pierre de Margerie.

La Ligue des droits de l'homme s'est prononcée dans le même sens, tout comme la franc-maçonnerie, qui encourage l'action des Slaves d'Autriche-Hongrie et a appuyé le CNT. Fin juin 1917 s'est réuni à Paris le Congrès des Maçons des Nations alliées et neutres, où André Lebey⁽³⁴⁾, député SFIO proche de Thomas, a déclaré :

« Nous pouvons [...] indiquer les quatre points principaux qui nous apparaissent nécessaires : 1) retour de l'Alsace-Lorraine à la France ; 2) reconstitution de ses trois tronçons de la Pologne indépendante ; 3) indépendance de la Bohême ; 4) en principe, la libération ou l'unification de toutes les nationalités aujourd'hui opprimées par l'organisation politique et administrative de l'empire des Habsbourg en des États que lesdites nationalités exprimeront par plébiscite [...]. Prague sera dans la nouvelle Europe un centre de conciliation incomparable »⁽³⁵⁾.

Ainsi, s'appuyant sur certains courants au sein des pays de l'Entente, les représentants des « petits pays » d'Europe centrale et orientale obtiennent-ils dès 1917 dans le milieu de la franc-maçonnerie la reconnaissance d'une Europe des nationalités appuyée sur un système de sécurité collective : des principes qui guidèrent les futurs architectes de l'Europe lors de la Conférence de la paix. Le profil politique de Beneš et de Masaryk – en lien avec leurs convictions laïques – s'accorde avec les idéaux francs-maçons et il semble naturel qu'ils aient sympathisé avec eux, sans en faire partie toutefois. La franc-maçonnerie n'a été qu'un élément favorable parmi d'autres à la cause tchécoslovaque, dont il ne faut ni nier ni exagérer l'importance. La solidarité entre nationalités de l'Empire habsbourgeois qui ont compris à certains moments, malgré leurs divergences, l'utilité de présenter un front uni face aux tentatives de paix séparée, a été autrement capitale.

Épilogue

Pour les Tchèques comme pour les autres combattants européens, 1917 a été marqué par la dégradation de la situation matérielle, qui a fait passer une grande partie des hommes politiques de l'intérieur d'une acceptation de la Double Monarchie en janvier 1917 à son quasi-rejet un an plus tard et provoqué une radicalisation sociale et un renforcement national⁽³⁶⁾. Désormais, ces deux éléments allaient fonctionner en vases communicants, se nourrissant l'un l'autre et provoquant une nationalisation croissante de la société, amorcée dès 1848⁽³⁷⁾. L'année 1918 a vu une ultime confrontation entre ces deux tendances marquée par le triomphe ultime de la dimension nationale.

La constitution de la mémoire de la guerre est un autre aspect capital. À l'issue du conflit, la Première République tchéco-slovaque s'est trouvée confrontée à un paradoxe : elle se réclamait du combat de la centaine de milliers d'hommes qui s'étaient engagés du côté de l'Entente alors que des centaines de milliers de Tchèques et de Slovaques s'étaient battus sous le drapeau austro-hongrois : un peu plus de 5 000 morts

34 Denis LEFEBVRE, *André Lebey, intellectuel et franc-maçon sous la III^e République*, Paris, Éditions Maçonniques de France, 1999.

35 Archives du Grand Orient. Fascicule sur le Congrès, p. 28.

36 I. ŠEDIVÝ, *Češi, české země a velká válka 1914-1918* (note 2), p. 244-269 et 318-326.

37 Kristina KAISEROVÁ et Jiří RÁK, *Nacionalizace společnosti v Čechách 1848-1914*, Ústí-nad-Labem, Acta Universitatis Purkynianae Facultis philosophicae, 2008.

d'un côté, plus de 138 000 de l'autre. La déploration des pertes pouvait être globale, et l'affliction domina dans les monuments funéraires de l'immédiat après-guerre⁽³⁸⁾. Rapidement, cependant, quand il fallut se saisir de la symbolique, la logique des nouvelles alliances l'emporta. Le choix d'un fait d'armes digne d'être mis en exergue se porta sur la bataille de Zborov où une unité tchèque avait épaulé la contre-offensive russe, en Ukraine, en juillet 1917 : ce furent les restes de soldats tombés sur ce terrain qui furent retenus pour ériger un monument au soldat inconnu à Prague.

Résumé

Dès la fin de l'année 1916, l'Autriche-Hongrie connaît une première rupture avec un changement de souverain et de politique intérieure. Le 8 janvier 1918, le président américain Woodrow Wilson proclame ses 14 points, dont le 10^e demande l'autonomie des nations de l'Empire austro-hongrois. Entre ces deux dates, la « question tchèque » peut être résumée par le choix entre fidélité à la dynastie habsbourgeoise, indépendance appuyée par l'Occident et attirance pour une Russie qui se démocratise avant de devenir révolutionnaire. Cette contribution analyse les facteurs intérieurs et extérieurs qui ont présidé à ce choix, dans une situation de très forte contrainte sociale et géopolitique liée aux évolutions de la guerre.

Abstract

By the end of 1916, the Austro-Hungarian empire undergoes a first separation with a change of sovereign and of interior politics. The 8th of January 1918, the American President Woodrow Wilson proclaims his 14 points, the 10th asking for autonomy for the Austro-Hungarian Empire nations. Between those two dates, the "Czech question" can be seen as a choice between fidelity to the Habsburg dynasty, independence backed by the West and an attraction to a Russia becoming more democratic before turning revolutionary. This paper analyzes the interior and exterior factors that governed that choice taken under very strong social and geopolitical constraints tied to the evolution of the war.

38 A. MARÈS, « Sortie de guerre de la Tchécoslovaquie en 1918 », in : Stéphane AUDOUIN-ROUZEAU et Christophe PROCHASSON (dir.), *Sortir de la Grande Guerre*, Paris, Taillandier, 2008, p. 93-112 et 431-434.